

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société  
RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) – écosite de FRETIN  
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation  
de son établissement situé à FRETIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 1984 autorisant la société RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) d'exploiter une unité de concassage, criblage et recyclage de matériaux de démolition, complété par l'arrêté préfectoral du 11 mars 1991, dont le siège social situé 4 rue Gabriel Péri 59273 FRETIN, à exploiter ses activités situées à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2010 autorisant la société PREFERNORD d'exploiter une installation de traitement de ferrailles issues d'usine d'incinération d'ordures ménagères, complété par l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2015, dont le siège social situé 4 rue Gabriel Péri 59273 FRETIN, à exploiter ses activités situées à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande du 24 juillet 2024 présentée par la société RMN, dont le siège social situé au 4 rue Gabriel Péri 59273 FRETIN, en vue de regrouper les sites RMN et PREFERNORD sous le nom RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) – Écosite de FRETIN situé à la même adresse ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport du 12 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 3 février 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 11 février 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société PREFERNORD exerce ses activités sur le terrain de la société RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) ;
2. la réunification des sites de RMN et PREFERNORD sous le nom RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) – Écosite de FRETIN ne modifie pas le régime d'autorisation actuel ;
3. le site RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) – Écosite de Fretin est soumis à la directive IED pour son activité de valorisation de déchets non dangereux sous la rubrique 3532 au titre du BREF WI ;
4. il convient d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire l'unicité des deux sites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société RECYCLAGE DE MATÉRIAUX DU NORD (RMN) – Écosite de FRETIN, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social situé au 4 rue Gabriel Péri 59273 FRETIN, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et complétées par celles du présent arrêté et de ses annexes (annexe 1 : plan de localisation des installations classées).

## Article 2 – Activités autorisées

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2015 (PREFERNORD) est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités de l'écosite	Classement
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique ;</li> <li>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;</li> <li>- traitement du laitier et des cendres ;</li> <li>- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants</li> </ul>	<p>Traitement par broyage, criblage, séparation des imbrûlés des ferrailles incinérées et non incinérées.</p> <p>La capacité de traitement de l'installation ferrailles est de 160 t/j (par poste de 8h)</p>	A (3 km)
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>1. Traitement par broyage, déferrailage, criblage, séparation des non ferreux... des mâchefers.</p> <p>La capacité de traitement de l'installation de mâchefers est de 1 000t/jour (sur un poste de 8 h).</p> <p>2. Traitement par broyage, criblage, séparation des imbrûlés des ferrailles incinérées ou non incinérées.</p> <p>La capacité de traitement de l'installation de ferrailles est de 160t/jour (par poste de 8 h).</p> <p>Nota : stockages associés à l'installation de traitement :</p> <p>A. Stockage transitoire de déchets de métaux non dangereux : 8 000t, 8 000 m<sup>2</sup> incinérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des ferrailles incinérées en provenance d'U.I.O.M, d'installation de Maturation et d'Élaboration (I.M.E) de mâchefers.</li> </ul> <p>Surface de stockage d'environ 5 300 m<sup>2</sup> ;</p>	A (2km)

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des ferrailles non incinérées en provenance de centre de tri. Surface de stockage d'environ 2 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- Stockage en silo de métaux non ferreux capacité 25t.</li> </ul> <p>B. Stockage de déchets non dangereux non inertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mâchefers bruts (déchets non dangereux) en provenance du CVE d'UIOM, de centrale thermique (en attente de traitement). Ce stockage correspond à 15000t soit environ 10 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Mâchefers traités (déchets non dangereux) (en attente de commercialisation) soit environ 60 000 m<sup>3</sup>.</li> </ul>	
2515	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes est inférieure à 1000KW.	E
2517	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>1. Supérieure à 10 000 m<sup>2</sup></p>	<p>La quantité de matériaux démolition stockée est de 200 000 tonnes soit 100 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Nota : masse volumique : 2 t/m<sup>3</sup></p>	E
2518	<p>Installation de production de béton prêt à l'emploi équipé d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522.</p> <p>La capacité de malaxage étant :</p>	La capacité de malaxage est de 2,7 m <sup>3</sup> .	D

	b) Inférieure ou égale à 3 m <sup>3</sup>		
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 etc. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Terres non dangereuses non inertes (17 05 04) : quantité maximale susceptible d'être stockée sur la plateforme env. 300 t (d = 1.8) soit environ 170 m <sup>3</sup> . Mélange bitumineux en transit (HAP compris au plus entre 50 et 500 mg/kg ; code 17 03 02) pour un recyclage systématique à froid sur chantier. Quantité maximale susceptible d'être stockée sur la plateforme env. 300 t (d = 1.9) soit environ 160 m <sup>3</sup> . Soit un volume total d'environ 330 m <sup>3</sup> .	D

### Article 3 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivant :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
FRETIN	AL 6, AL 7, AL 8, AL 9, AL 10, AL 12, AL 13, AM 172	Rue Gabriel Péri

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

### Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FRETIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FRETIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **05 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

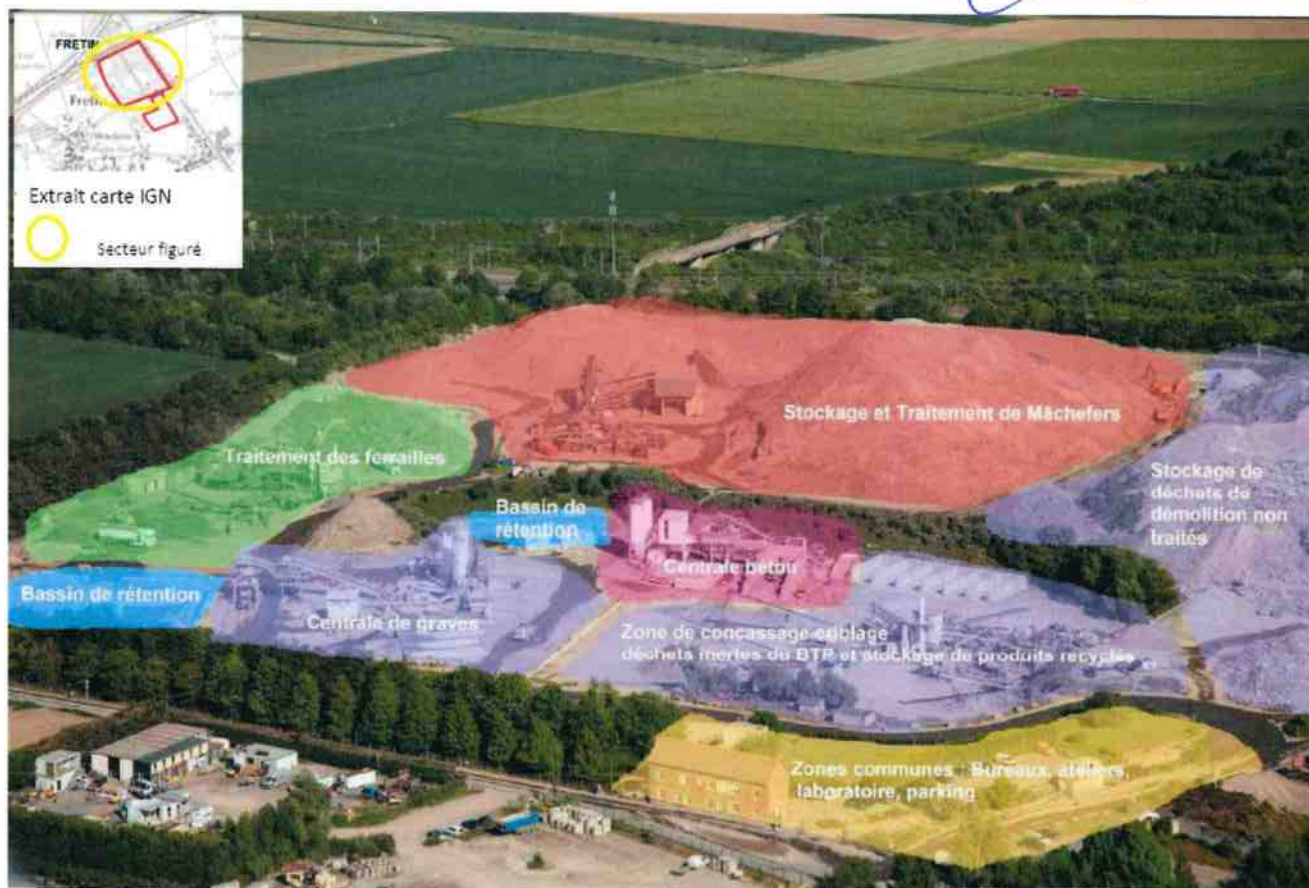
PJ : Annexe 1 : Plan de localisation des installations classées



05 MAI 2025

Guillaume AFONSO

Annexe 1 : Plan de localisation des installations classées



↑ Vue aérienne - localisation des activités et installations de l'écosite ↓



Guillaume AFONSO